Article original

Retour sur la politique houphouëtienne de développement de Katiola (1975-1979)

Sontia Victor Désiré COULIBALY

Enseignant-Chercheur, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire
Auteur correspondant : Email : coulibalysontiadesire@gmail.com
Article reçu le **01/10/2026**
Réf : AUM13-0324

Résumé:
Dès l'accession à l'indépendance, le 7 août 1960, les dirigeants ivoiriens, avec à leur tête Félix Houphouët-Boigny, ont hérité d'importantes disparités régionales entre le Sud et le Nord. Face à l'urgence de la situation et au contexte politico-militaire de la sous-région, le Président, en homme pragmatique, a initié des projets de développement tels que les fêtes d'indépendance tournantes et le programme d'urgence du Nord. Ces mesures ponctuelles visaient à jeter rapidement les bases du développement de l'intérieur du pays et à améliorer les conditions de vie des populations. Sans se soustraire à ses devoirs régaliens, le Président entendait aussi en profiter pour renforcer sa légitimité et son hégémonie, en mettant en avant une politique de développement partagé entre le Sud et le reste du pays, comme ce fut le cas à Katiola en 1975 et en 1979. La question qui guide la réflexion est la suivante : comment la politique houphouëtienne de lutte contre les disparités régionales a-t-elle contribué au développement de Katiola entre 1975 et 1979 ? Cette contribution propose de revisiter les efforts consentis pour sortir Katiola de sa léthargie, en mettant à l'épreuve la méthode régressive. L'étude repose sur la collecte et l'analyse critique de sources imprimées, de sources orales et de travaux bibliographiques ; elle mobilise en outre une approche quantitative et l'iconographie pour illustrer les réalisations. Elle présente d'abord les acquis du programme d'urgence, amorce du développement de Katiola en 1975, puis les retombées de l'organisation de la fête d'indépendance en 1979.
Mots-clés : Développement, disparités régionales, infrastructure, Katiola, Nord.

Revisiting Houphouët-Boigny's development policy in Katiola (1975-1979)

Abstract :
Upon gaining independence on 7 August 1960, the Ivorian leaders, headed by Félix Houphouët-Boigny, inherited significant regional disparities between the South and the North. Faced with the urgency of the situation and the political and military context of the sub-region, the President, a pragmatic man, initiated ad hoc development projects, such as the rotating independence celebrations and the Northern Emergency Programme, from which Katiola benefited in 1975 and 1979. The following question arises: how did Houphouët-Boigny's policy of combating regional disparities contribute to the development of Katiola between 1975 and 1979? This paper re-examines the efforts made to rouse Katiola from its lethargy by testing the regressive method. The study is based on the collection and critical analysis of printed, oral and bibliographical sources; it also relies on a quantitative approach and on iconography to illustrate the achievements. It first presents the outcomes of the Emergency Programme as a catalyst for Katiola's development in 1975, and then the benefits associated with the organisation of the independence celebrations in 1979.
Keywords: *Development, regional disparities, infrastructure, Katiola, North.*

Introduction

Dès l'accession à l'indépendance, la réduction des disparités régionales a constitué une préoccupation majeure et une priorité du gouvernement ivoirien. Pour ce faire, l'État comptait beaucoup sur les instruments de planification et les programmes de développement, tels que les perspectives décennales 1960-1970, le plan intérimaire 1962-1963 et la loi-plan 1967-1970. Il a en outre lancé en 1969 des projets de développement régional confiés à l'Autorité pour l'Aménagement de la Vallée du Bandama (AVB)[1] et à l'Autorité pour l'Aménagement de la Région du Sud-Ouest (ARSO)[2].

[1] L'AVB est une société d'État mise en place de 1969 à 1980 dans la région de la vallée du Bandama, au centre de la Côte d'Ivoire. Son programme a été initialement conçu autour du barrage de Kossou, prévu pour produire 530 millions de kWh d'énergie électrique et permettre, d'une part, le développement de la pêche sur le lac artificiel ainsi créé et, d'autre part, l'intensification de l'agriculture autour de celui-ci.
[2] L'ARSO est un programme d'aménagement du territoire et de développement régional mis en œuvre de 1969 à 1980 dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Il a été initialement

Toujours dans l'optique de réduire les disparités régionales, le Président Félix Houphouët-Boigny, en homme réaliste, a institué en 1964 les fêtes d'indépendance tournantes, dont deux villes du Nord ont bénéficié : Korhogo en 1965 et Odienné en 1972. Malgré tout, le Nord restait englué dans le sous-développement. Cette situation devenait préoccupante dans les années 1970, en raison de l'instabilité politico-militaire qui prévalait dans la sous-région. Considérant que le sous-développement du Nord pouvait constituer un risque politique, voire une source de déstabilisation, le Président, après avoir reçu les cadres du Nord en 1974, a décidé d'effectuer des voyages d'État dans le cadre du programme d'urgence. Il s'agissait de prendre la mesure des besoins réels des populations et, surtout, d'effacer leur sentiment d'abandon. En avril 1975, il est arrivé à Katiola, dernière étape de ces visites : le département a bénéficié de fonds pour son développement et de la promesse d'accueillir la fête d'indépendance tournante. Dans la foulée, des actions ont été engagées pour le développement de la ville et du département. En 1979, Katiola a finalement abrité la fête tournante.

En moins de cinq ans, Katiola a donc bénéficié de deux projets majeurs de développement, d'où la question suivante : comment la politique houphouëtienne de lutte contre les disparités régionales a-t-elle contribué au développement de Katiola entre 1975 et 1979 ? L'objectif principal est de montrer l'impact de la politique initiée par le Président sur le développement de Katiola entre 1975 et 1979, à travers deux actions notables. Cette étude met à l'épreuve la méthode régressive, qui part d'un fait d'actualité pour éclairer un fait passé, avec pour point focal la lutte contre les disparités régionales.

La réalisation de cette étude a reposé sur la collecte de sources imprimées, de sources orales et de travaux bibliographiques, dont la critique a permis de recueillir des

conçu en complément de l'aménagement de la vallée du Bandama, notamment pour accueillir le flux migratoire provoqué par la création du barrage de Kossou.

informations pertinentes. Lors de l'enquête de terrain, la technique de la boule de neige a permis d'entrer en contact avec plusieurs personnes contemporaines des faits, choisies selon trois critères : l'âge, la fonction au moment des faits et le lieu de résidence. L'approche quantitative a en outre permis de chiffrer les dotations et les dépenses effectuées à Katiola entre 1975 et 1979 ; un tableau et un graphique ont été conçus sur cette base pour rendre compte de la répartition des dépenses. L'iconographie, enfin, a permis de visualiser des réalisations qui témoignent des changements opérés.

Fort de cette démarche méthodologique, l'analyse s'articule autour de deux parties. Après avoir présenté les acquis du programme d'urgence en 1975, il s'agira de revenir sur les retombées de la fête d'indépendance de 1979 qui ont contribué au développement de Katiola.

1. Le programme d'urgence du Nord et l'amorce du développement de Katiola en 1975

L'opérationnalisation du programme d'urgence du Nord a débuté en 1974. Après avoir reçu les cadres du Nord, le Président Félix Houphouët-Boigny a entrepris des visites d'État, qui ont commencé à Korhogo en mars 1974 et se sont achevées à Katiola en avril 1975. Ce programme a servi de base au développement de Katiola, à l'instar des autres départements visités.

1.1. Le programme d'urgence, une politique propitiatoire pour sauver le Nord ivoirien

Durant la colonisation, la mise en valeur de la colonie ivoirienne a surtout profité à la région du Sud. En effet, les colons français, d'abord installés au Sud, y ont établi les capitales successives[3], en raison, d'une part, des conditions physiques

[3] Les trois capitales coloniales successives de la Côte d'Ivoire sont Grand-Bassam, Bingerville (anciennement Adjamé-Santey) et Abidjan, toutes situées dans le Sud-Est du pays.

favorables et, d'autre part, de l'ouverture maritime. Leur arrivée a bouleversé l'ordre ancien, dans lequel le Nord comptait de grands centres commerciaux, appelés cités marchandes, comme Marabadiassa, Odienné, Kong et Bondoukou. Les infrastructures et les équipements mis en place visaient à exploiter rationnellement les richesses naturelles de la Côte d'Ivoire et de l'hinterland à travers les voies de communication, notamment le chemin de fer et les routes.

Même si cette situation a évolué, elle a laissé des stigmates dans l'armature urbaine du pays à l'indépendance, marquée par de nombreuses disparités entre le Nord et le Sud. Pour y remédier, le gouvernement a misé sur des plans et programmes de développement qui, faut-il le dire, n'accordaient pas vraiment une place de choix au Nord. Au début de la décennie 1970, le contexte international et régional était préoccupant en raison de l'instabilité politico-militaire, tandis que les populations du Nord, se sentant abandonnées par le gouvernement, exprimaient leurs desiderata.

En fin tacticien, soucieux de protéger son pouvoir derrière l'argument de la lutte contre les disparités régionales, Félix Houphouët-Boigny a créé en 1974 un cadre d'échange appelé « journées du dialogue ». Celles-ci ont réuni le gouvernement, les représentants des forces vives de la nation et les cadres des régions. À leur issue, le Président a entrepris des voyages d'État dans le Nord pour prendre la mesure des réalités et des besoins des populations. Ces visites constituaient la phase préliminaire du programme d'urgence du Nord. C'est ainsi que la ville de Katiola et ses environs ont été visités en avril 1975.

Ces visites étaient l'occasion pour les cadres locaux d'égrener les problèmes rencontrés par les populations : vétusté et insuffisance des infrastructures et des équipements, difficultés d'adduction en eau, déficit de la production électrique, insuffisance des centres de santé et des écoles, sans oublier les entraves au développement des activités économiques et les problèmes de voirie. La logique qui sous-tend ce programme se résume comme suit :

> *Au regard des disparités régionales que connaissait le Nord du pays en termes de ressources forestières, de revenus agricoles, d'infrastructures collectives et de déconcentration administrative, les autorités ivoiriennes ont opté, à un moment donné, pour une action spécifique dans le but de répondre à des besoins urgents et pour pallier les mécanismes de financement en matière d'aménagement d'une région. Au-delà de ses objectifs principaux, le programme d'urgence devait entraîner l'urbanisation des villes concernées et l'amélioration du cadre de vie des populations. (Méité, Traoré, Pregnon, 2018, p. 873)*

Les visites présidentielles dans le grand Nord étaient le rendez-vous d'un homme politique avec ses électeurs, ces populations qui le soutenaient depuis les années 1940[4]. C'est ainsi que les départements de Korhogo, Ferkessédougou, Boundiali, Odienné, Séguéla et Touba ont été visités. Pour financer le programme d'urgence, la somme de 21 milliards de francs CFA a été décaissée par la Caisse de Stabilisation et de Soutien des Prix des Produits Agricoles (CSSPPA), plus connue sous le nom de CAISTAB (Miremont, 1989, p. 12). À l'instar des autres départements du Nord, Katiola a tiré profit du programme d'urgence.

1.2. Les acquis du programme d'urgence pour Katiola

L'étape de Katiola a duré du 16 au 25 avril 1975. Toutes les sous-préfectures ont été visitées, à savoir Niakaramandougou, Tafiré, Boniérédougou, Timbé et Dabakala. De grandes annonces ont été faites, comme l'érection de Dabakala en préfecture. À la fin de la visite d'État, le département de Katiola et le nouveau département de Dabakala ont reçu ensemble une enveloppe de trois milliards de francs CFA. La dotation de Dabakala s'élevait à 1 011 millions de francs CFA et celle de Katiola à 1 097 930 000 francs CFA, tandis que 855 millions étaient affectés à des projets communs aux deux départements (Diodan, 1979, p. 9). Les fonds

[4] Durant la lutte anticoloniale, Félix Houphouët-Boigny a pu compter sur le soutien du patriarche des Sénoufo, Péléforo Gon Coulibaly. Leur rencontre en 1944 a marqué le début d'une relation étroite, faite de fidélité et de proximité. Il a bénéficié du soutien du bloc sénoufo et des autres populations du Nord lors des différentes élections, soutien qui s'est maintenu jusqu'à l'indépendance.

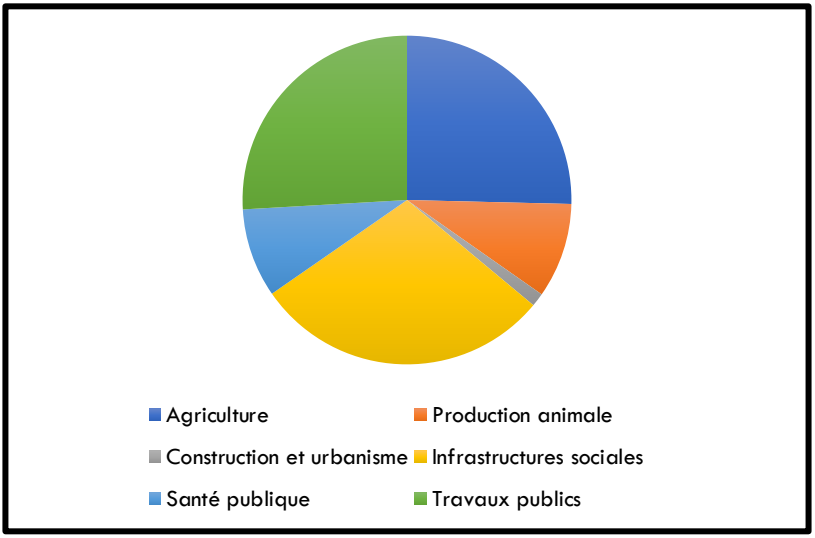
alloués à Katiola étaient destinés à des domaines dits prioritaires, comme le montrent le tableau 1 et le graphique 1.

Tableau 1 : Répartition des dépenses du programme d'urgence à Katiola en 1975

Domaines	Montant en francs CFA
Agriculture	383 030 000
Production animale	141 000 000
Construction et urbanisme	20 000 000
Infrastructures sociales	442 000 000
Santé publique	131 900 000
Travaux publics	391 000 000
Total	**1 508 930 000**

Source : Ivoire Dimanche, 1979, p. 21.

Graphique 1 : Répartition des dépenses du programme d'urgence à Katiola en 1975



Source : graphique conçu à partir du tableau 1.

Le graphique 1 présente la répartition des dépenses du programme d'urgence à Katiola, qui s'élèvent à 1 508 930 000 francs CFA. Six domaines ont été pris en compte : l'agriculture, la production animale, la construction et l'urbanisme, les infrastructures sociales, la santé publique et les travaux publics.

Les infrastructures sociales ont reçu la plus grande part, avec 442 millions de francs CFA, dont 422 millions consacrés aux réalisations de l'Éducation nationale : construction de nouvelles classes primaires, rénovation et construction de logements de maîtres (Diodan, 1979, p. 9). Au début de l'année 1975, l'enseignement primaire ne comptait que 19 écoles pour 4 413 enfants en âge d'être scolarisés, soit un taux de scolarisation avoisinant 43 %. L'enveloppe dédiée à l'école a permis de combler ce retard avec la création de 42 écoles totalisant 308 classes, faisant passer le taux de scolarisation à 62 % (Lakpé, 1979a, p. 9).

Les travaux publics arrivent en deuxième position, avec une dotation de 391 millions de francs CFA destinée aux deux départements. Les responsables ont acquis plusieurs engins qui ont permis le bitumage de 177 km de routes traversant le département du sud au nord (Lakpé, 1979a, p. 9).

L'agriculture a, pour sa part, bénéficié de 383 030 000 francs CFA. Identifié comme prioritaire, ce secteur a vu ses investissements principalement orientés vers la riziculture et la culture du coton. La riziculture a reçu 230 millions ; le barrage de Lope, nouvellement construit, devait permettre la mise en valeur de 200 ha de terres. Pour la filière coton, 150 millions ont été injectés pour l'exploitation de 589 ha, auxquels s'ajoutaient 120 ha consacrés à d'autres cultures comme le maïs, l'arachide et le soja.

La production animale occupe la quatrième place, avec 141 millions de francs CFA. Ce montant a permis la mise en place d'infrastructures administratives. Grâce à l'opération d'encadrement de la Société pour le Développement des Productions Animales (SODEPRA), le département a été doté d'une inspection vétérinaire et d'un centre avicole à Katiola, de trois

secteurs vétérinaires (Katiola, Niakaramandougou et Tafiré) et d'un abattoir. Par ailleurs, 45 millions ont été consacrés à la construction de deux barrages agropastoraux. Comme le rappelle Raphaël Lakpé, ces efforts ont conduit à l'augmentation du cheptel, qui comptait en 1979 9 200 bovins, 16 490 ovins, 14 477 caprins et 4 505 porcins (1979a, p. 9).

La santé publique a reçu 131 900 000 francs CFA. Cette somme a permis de construire et de réhabiliter des centres de santé : Tafiré a été doté d'un nouveau centre de santé de 22 lits et Niakaramandougou d'un centre de 33 lits.

Les 20 millions affectés à la construction et à l'urbanisme ont été consacrés aux lotissements urbains, qui ont permis l'extension de plusieurs quartiers de la ville de Katiola et la création des quartiers Résidentiel I et II (Lakpé, 1979a, p. 9). Au total, 3 911 nouveaux lots ont ainsi été créés.

Le montant total des dépenses dépasse donc les 1 097 930 000 francs CFA affectés en propre à Katiola. Comme indiqué plus haut, une partie de la dotation destinée aux projets communs aux deux départements s'y est ajoutée, portant le total à 1 508 930 000 francs CFA.

La transformation de Katiola a donc commencé en 1975, année que l'on peut considérer comme celle de l'amorce d'un développement nouveau. L'ensemble de ces travaux devait aussi faciliter l'organisation de la fête d'indépendance.

2. La fête tournante et la modernisation de Katiola en 1979

Annoncée pour 1977, la fête d'indépendance s'est finalement tenue à Katiola en 1979. Son organisation a contribué à une transformation significative de la ville, devenue l'épicentre du développement du département éponyme.

2.1. La transformation de Katiola à l'heure de la fête d'indépendance de 1979

Les fêtes d'indépendance tournantes désignent :

> *l'organisation itinérante des festivités officielles marquant l'accession de la Côte d'Ivoire à l'indépendance dans des villes de l'intérieur ou dans des communes d'Abidjan. Ce qu'il faut comprendre par le concept de fête d'indépendance tournante, c'est l'organisation de la fête de façon rotative ou itinérante. Une ville ou une commune d'Abidjan ne pouvait pas accueillir deux années de suite les festivités (Coulibaly, 2019, p. 11).*

Lors de la visite d'État de 1975, le Président avait annoncé à la population que sa ville abriterait la fête d'indépendance tournante de 1977. Plusieurs réalisations du programme d'urgence devaient donc intégrer la préparation de cette fête, prévue deux ans plus tard. C'est ce que faisait remarquer Marcellin Abougnan en ces termes :

> *en dehors de cette dotation, certains grands travaux seront exécutés au niveau du budget général : la construction des ponts les plus importants, la création du pôle de développement et de production seront à la charge de l'administration tout comme, en ce qui concerne la ville de Katiola, les équipements administratifs, la construction de l'hôpital, l'extension des réseaux d'adduction d'eau et d'électrification, le bitumage des principales artères, la construction d'un hôtel d'au moins quarante chambres et le stade qui devront être achevés avant décembre 1977, étant entendu que Katiola abritera le 7 décembre 1977 les fêtes anniversaires de l'indépendance nationale. (1975, p. 8)*

Selon le programme défini, après Dimbokro en 1975, Séguéla devait accueillir la fête tournante en 1976. Faute de préparation, celle-ci a été reportée à l'année suivante. En 1977, la ville n'étant toujours pas prête, un second report a été décidé. Séguéla n'a finalement accueilli la fête qu'en 1978, ce qui a repoussé celle de Katiola à 1979.

Pour être la capitale du pays pendant 48 heures, la ville devait faire peau neuve, à travers la rénovation ou la remise en état de l'existant, le renforcement des équipements et la mise en place de nouvelles infrastructures.

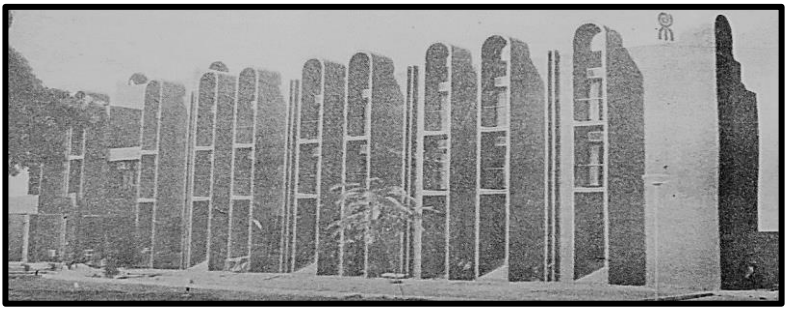
Dans le domaine des transports, la fête a permis à Katiola de bénéficier du bitumage de plusieurs voies, du prolongement de la piste de l'aérodrome, de la construction d'une nouvelle gare ferroviaire et d'un passage routier, ainsi que de l'aménagement de la gare routière.

Le réseau électrique a été étendu aux nouveaux quartiers Résidentiel I et II ainsi qu'à d'autres quartiers. Katiola a été dotée d'un nouveau château d'eau d'une capacité de traitement de 100 m^3/heure et d'un réseau de canalisations long de 30 km desservant les nouveaux quartiers (Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 1979, p. 12).

Sur le plan administratif, une nouvelle préfecture a été construite, ainsi que les résidences du Chef de l'État, sur une superficie de 3 ha 705, et du préfet. Ces ensembles se trouvent sur la colline est de la ville.

De par sa position géographique, Katiola a toujours été une ville-carrefour, ce qui justifie la construction du nouvel hôtel de la Société Ivoirienne d'Expansion Touristique et Hôtelière (SIETHO), baptisé Hambol (photo 1).

Photo 1 : Façade extérieure de l'hôtel Hambol



Source : Sidibé, 1979, p. 17.

L'hôtel apparaissait comme une infrastructure moderne et un joyau architectural en raison de ses formes. Comptant 50 chambres

climatisées et entièrement meublées, il a coûté 600 millions de francs CFA (Coulibaly, 2019, p. 47).

Non loin de l'hôtel se trouve le nouveau marché moderne, d'une superficie de 3 ha 150 et composé de quatre bâtiments (photo 2). L'ancien marché étant devenu vétuste et exigu, ce nouvel équipement a été estimé à 450 millions de francs CFA (Coulibaly, 2019, p. 47).

Photo 2 : Vue intérieure du nouveau marché de Katiola



Source : Miremont (dir.), 1979, p. 7.

La ville a également été dotée du stade Général Ouattara Thomas d'Aquin, d'une superficie de 9 ha, comprenant un terrain de football et des terrains de basket-ball, de handball et de volley-ball. Un centre culturel a été construit juste à côté de la sous-préfecture ; il disposait d'une salle de conférence ou de spectacle transformable en salle de projection, ainsi que d'une bibliothèque. Il faut y ajouter 150 villas, au lieu des 400 initialement prévues[5].

Les dépenses effectuées pour l'organisation de la fête sont estimées à huit milliards de francs CFA (Coulibaly, 2019, p. 48). Si la ville de Katiola est sortie transformée de la fête d'indépendance, les retombées de cet événement se sont aussi étendues à l'ensemble du département dont elle était le chef-lieu.

[5] Propos recueillis lors des entretiens réalisés avec Touré Innocent Kolo et Yélakan Norbert Koné, à leur domicile à Katiola, le mardi 31 janvier 2017.

2.2. Katiola, épicentre du développement économique et social du département

La ville de Katiola a toujours été un important lieu d'échanges. Avec les différentes réalisations liées à l'organisation de la fête d'indépendance, elle a enregistré un accroissement des échanges et le développement d'autres activités notables. Même si l'agriculture demeurait l'activité principale des populations, le commerce constituait une source de revenus importante, surtout le vendredi, jour de marché. Son essor s'expliquait également par le bon état de la voirie, qui facilitait la circulation des biens et des personnes[6].

L'attractivité de Katiola tenait aussi à l'importante main-d'œuvre originaire du département employée dans les complexes sucriers de Ferkessédougou et de Katiola-Marabadiassa. Les employés résidant à Katiola et dans ses environs constituaient un vaste marché de consommation. Pour Joseph Touré, la Société d'État pour le Développement des Plantations de Canne à Sucre (SODESUCRE) a permis à la ville et au département de connaître un essor significatif[7].

Katiola et ses environs étaient une destination touristique prisée, le département disposant d'atouts attrayants (Hauhouot, 2008, p. 91). Les touristes pouvaient séjourner dans des espaces aménagés à leur intention ou dans des hôtels, dont l'offre s'est accrue à partir de décembre 1979. L'hôtel Hambol, qui réunissait toutes les commodités d'un grand hôtel et donnait entière satisfaction aux voyageurs, constituait un motif de plus pour visiter le département (Chégaray, 1980, p. 5). Le tourisme a ainsi connu un essor.

La présence de couches argileuses a favorisé le développement de la poterie, c'est-à-dire la fabrication d'objets en

[6] Propos recueillis lors de l'entretien avec M. Glébin Coulibaly, à son domicile à Katiola, le dimanche 5 juin 2016.
[7] Propos recueillis lors de l'entretien avec M. Joseph Touré, à son domicile à Katiola, le dimanche 5 juin 2016.

argile et en terre cuite, à Katiola et dans ses environs (Ouattara, 1998, p. 17). La présence de touristes et de visiteurs était une opportunité pour les artisans et les commerçants, qui en profitaient pour écouler leurs produits, très prisés des touristes qui en achetaient toujours avant la fin de leur séjour. L'arrivée des touristes était en outre une source de revenus pour les habitants du département, car des activités comme celles de guide touristique et de traducteur se développaient[8].

Sur le plan socioculturel, les infrastructures réalisées étaient importantes, car elles contribuaient à la promotion du sport et de la culture. À l'instar des grandes villes du pays, Katiola disposait d'au moins un club, l'Association Sportive de Katiola (Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 1979, p. 19). Mais avant 1979, ce club et les autres associations sportives ne disposaient pas d'un terrain digne de ce nom. Il a fallu attendre la fête d'indépendance pour que la ville soit dotée d'un complexe sportif aux normes. Le stade Général Ouattara Thomas d'Aquin a contribué à la promotion du sport dans tout le département et pouvait accueillir les tournois de l'Office Ivoirien des Sports Scolaires et Universitaires (OISSU). Pour Glébin Coulibaly, le stade a permis l'éclosion de plusieurs équipes dans l'ensemble du département[9]. Compte tenu de l'importance du sport, et du football en particulier, pour les Ivoiriens, le complexe sportif de Katiola a sans nul doute ravivé la flamme sportive dans le département et contribué à l'épanouissement de la population.

L'un des besoins pressants du département était un centre culturel capable d'accueillir les populations lors des manifestations socioculturelles et de toute autre activité à caractère social. La construction du centre culturel de Katiola, près de la sous-préfecture,

[8] Propos recueillis lors de l'entretien avec M. Ouahokpè Simon Hié, à son domicile à Katiola, le dimanche 5 juin 2016.
[9] Propos recueillis lors de l'entretien avec M. Glébin Coulibaly, à son domicile à Katiola, le dimanche 5 juin 2016.

est venue combler ce vide[10]. Elle allait de pair avec une conception du développement qui englobe l'amélioration des conditions de vie des populations sur tous les plans. Le terme développement est en effet souvent réduit à sa dimension économique, au détriment de la dimension culturelle, alors que le développement culturel joue un rôle important dans la vie des sociétés (Bernie-Boissard et al., 2011, p. 21).

Conclusion

Face aux problèmes de développement du Nord ivoirien, le gouvernement, sous la houlette du Président Félix Houphouët-Boigny, a mis en place en 1974 un projet de développement spécial appelé programme d'urgence du Nord. Katiola, dernier département visité, a bénéficié avec Dabakala d'une enveloppe de trois milliards de francs CFA. La dotation de Katiola, supérieure à un milliard, a permis des investissements dans des secteurs clés comme l'agriculture, les travaux publics, l'école, la santé, l'adduction en eau et l'électricité, sans omettre la voirie. Dès lors, la petite bourgade a commencé à se développer. Quatre ans plus tard, Katiola était à l'honneur en organisant la fête d'indépendance tournante, dont le coût est estimé à environ huit milliards de francs CFA. Parmi les réalisations de 1979 figurent le nouveau marché moderne, l'hôtel de la SIETHO, le bitumage de voies, le renforcement de l'adduction en eau et du réseau électrique, la nouvelle gare ferroviaire, les résidences du Président et du préfet, la nouvelle préfecture et le centre culturel. Toutes ces réalisations ont contribué à la modernisation de la ville et à l'amélioration des conditions de vie des Katiolais.

En quatre ans seulement, la ville a ainsi reçu environ dix milliards de francs CFA, utilisés à bon escient dans la mesure où ces infrastructures et équipements ont fait d'elle l'épicentre du développement économique et social du département. Cette

[10] Propos recueillis lors de l'entretien avec M. Ouahokpè Simon Hié, à son domicile à Katiola, le dimanche 5 juin 2016.

approche traduit aussi la dimension personnelle du pouvoir du Chef de l'État : au-delà des motivations classiques, elle pouvait servir à témoigner sa reconnaissance à de proches collaborateurs originaires du département.

Face aux réalités actuelles, l'approche régressive prend tout son sens, puisque la lutte contre les disparités régionales reste d'actualité. Plusieurs zones du pays connaissent encore un sous-développement qui ne dit pas son nom. Même si le gouvernement reconduit aujourd'hui les projets de développement sous d'autres formes, davantage d'efforts doivent être consentis en faveur des régions qui se trouvent dans une situation comparable à celle du Nord dans les années 1970. Des actions de ce type pourraient être envisagées pour l'Ouest ivoirien, dont une grande partie souffre encore d'un manque criant d'infrastructures et d'équipements malgré ses richesses naturelles. La réussite d'une telle approche suppose une planification soucieuse des équilibres territoriaux, afin que toutes les régions bénéficient équitablement des richesses du pays, sans compromission ni complaisance.

Sources et références bibliographiques

1. Sources orales

N°	Nom, prénoms et âge	Fonction au moment des faits	Thèmes évoqués, date et lieu de l'entretien
1	**COULIBALY Glébin** 67 ans	Ouvrier à la SODESUCRE de Katiola-Marabadiassa	L'état de développement, la transformation de Katiola avant et après 1979 Dimanche 5 juin 2016 à Katiola.
2	**HIÉ** Ouahokpè Simon 57 ans	Élève	La mise en place des infrastructures, la transformation de Katiola. Dimanche 5 juin 2016 à Katiola.
3	**KOLO** Touré Innocent 80 ans	Directeur du complexe d'éducation télévisuelle de Bouaké	L'état de développement, la transformation de Katiola avant et après 1979 Mardi 31 janvier 2017 à Katiola.
4	**KONÉ** Baba 77 ans	Agriculteur	Katiola avant 1979, la transformation de Katiola en 1979. Dimanche 5 juin 2016 à Katiola.
5	**KONÉ Yélakan Norbert** 79 ans	Professeur et responsable du comité des danses lors de la fête de l'an 19	La situation de Katiola avant 1979, le coût des travaux, la transformation de Katiola après la fête. Mardi 31 janvier 2017 à Katiola.
6	**TOURÉ** Joseph 66 ans	Élève	La situation de Katiola avant 1979, la mise en place des infrastructures, le déroulement de la fête, la transformation de Katiola. Dimanche 5 juin 2016 à Katiola.

2. Source imprimée

Ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, 1979, *Préparation du plan 1981-1985 urbanisation des villes de l'intérieur phase 1 : inventaire de l'existant région du Centre Katiola*, Abidjan, 32 p.

3. Références bibliographiques

BERNIE-BOISSARD Catherine et al., 2011, *Développement culturel et territoires*, Paris, L'Harmattan, 330 p.

CHÉGARAY Sophie, 1980, « D'un hôtel SIETHO à l'autre », *Fraternité Matin*, n°4705, jeudi 3 juillet, p. 5.

COULIBALY Sontia Victor Désiré, 2019, *Les fêtes d'indépendance tournantes et le développement des départements : cas de Katiola en 1979*, Mémoire de Master, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, 113 p.

DIODAN Rosine, 1979, « Fin de la tournée des conseillers économiques et sociaux : de solides potentialités », *Fraternité Matin*, n°4379, mercredi 6 juin, p. 7.

HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2008, *Nature, culture, tourisme en Côte d'Ivoire : essai sur la trilogie d'un pari de développement manqué*, Abidjan, EDUCI, 179 p.

IVOIRE DIMANCHE, 1979, « An 19 chez les Tagbana », *Ivoire Dimanche*, n°471, dimanche 9 décembre, pp. 20-21.

LAKPÉ Raphaël, 1979a, « Katiola à l'heure de l'An 19 : le programme d'urgence accélère le renouveau de la région », *Fraternité Matin*, n°4525, mardi 27 novembre, p. 9.

LAKPÉ Raphaël, 1979b, « Katiola à l'heure de l'an 19 : Le général Ouattara Thomas d'Aquin, mon souhait est que tout se passe dans de très bonnes conditions », *Fraternité Matin*, n°4526, mercredi 28 novembre, p. 10.

MÉITÉ Ben Soualiouo, TRAORÉ Bakary, PREGNON Gnopoh Julien, 2018, « Le programme d'urgence et les mutations socioéconomiques au nord de la Côte d'Ivoire (1974-1980) », *Revue Échanges*, Volume 3, n°11, décembre, pp. 867-885.

MIREMONT Auguste, 1989, « Au terme des journées nationales du dialogue : le Président décide », *Fraternité Matin*, n°7493, vendredi 29 septembre, p. 12.

MIREMONT Auguste (dir.), 1979, *An 19 Katiola : la Côte d'Ivoire fête 19 ans d'unité*, Abidjan, Fraternité Matin, 106 p.

OUATTARA Tiona Ferdinand, 1998, *Côte d'Ivoire Katiola : des origines à nos jours*, Abidjan, NEI, 222 p.

SIDIBÉ Ladji, 1979, « Katiola à l'heure de l'an 19 : des travaux exécutés rapidement mais avec efficacité », *Fraternité Matin*, n°4531, mardi 4 décembre, p. 17.